

Art. 5. Voor de vastbenoemde personeelsleden, wordt de toelage slechts verschuldigd voor de periodes waarin zij zich in de administratieve stand dienstactiviteit bevinden.

Voor de contractuele personeelsleden, wordt de toelage niet verschuldigd voor de periodes waarin de arbeidsovereenkomst van betrokkenen geschorst is.

Art. 6. Wanneer het vastbenoemd of contractueel personeelslid deeltijdse prestaties uitvoert, wordt de toelage tot het passend bedrag vermindert.

Art. 7. De toelage bedoeld in dit besluit wordt niet gecumuleerd met :

1°) de toelage en de kosteloze huisvesting bedoeld in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel;

2°) de toelage bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2004 tot toekenning van een toelage voor de prestaties uitgevoerd buiten de normale werkuren aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de Instellingen van openbaar nut die onder Sector XVII ressorteren.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2004.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 februari 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
Ch. DUPONT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 724

[C — 2004/29068]

18 FEVRIER 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une allocation pour les prestations effectuées en dehors des heures normales de travail à certains membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1982 portant création du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la Radiodiffusion;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 30;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 octobre 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 novembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 novembre 2003;

Vu le protocole n° 304 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 19 décembre 2003;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et notamment l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif de procéder sans délai à l'actualisation et à l'harmonisation de l'octroi aux membres du personnel d'une allocation pour les prestations effectuées en dehors des heures normales de travail;

Considérant en effet que la mise en œuvre immédiate du présent dispositif réglementaire dont le principe émane d'une proposition d'un groupe de travail paritaire institué aux fins d'étudier la problématique des primes et allocations diverses en vue d'aboutir à leur harmonisation et à l'objectivation de leurs conditions d'octroi, répond à une impérieuse nécessité d'équité qu'il s'agisse d'assurer un traitement égal de membres du personnel soumis à des contraintes identiques ou d'assurer un traitement particulier de membres du personnel soumis à des contraintes spécifiques;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 18 février 2004,

Arrête :

Section 1^{re}. — De l'allocation pour heure de travail supplémentaire

Article 1^{er}. Il est octroyé aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII, astreints exceptionnellement à des prestations qui, bien qu'inhérentes à leur fonction, ne peuvent être considérées comme normales, pour toute heure de travail supplémentaire, une allocation de 1/1976^e de la rémunération globale annuelle brute.

Art. 2. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions décide de l'opportunité d'accomplir des prestations supplémentaires rétribuées, sur avis de l'Inspecteur des Finances pour ce qui concerne les membres du personnel du Ministère de la Communauté française.

Art. 3. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions et le Ministre fonctionnellement compétent décident de l'opportunité d'accomplir des prestations supplémentaires rétribuées, sur avis de l'Inspecteur des finances ou selon le cas, du commissaire du Gouvernement pour ce qui concerne les membres du personnel du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII.

Section 2. — De l'allocation pour prestations dominicales

Art. 4. § 1^{er}. Il est octroyé aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} du présent arrêté, astreints à des prestations le dimanche et les jours fériés entre 0 et 24 heures, pour toute heure de travail une allocation de 1/1976ième de la rémunération globale annuelle brute, telle qu'elle est définie au même article 1^{er}, lorsque ces prestations s'effectuent dans le cadre de l'horaire normal de travail.

§ 2. Lorsque ces prestations s'effectuent en dehors du cadre de l'horaire normal de travail, l'allocation visée au § 1^{er} est octroyée et les heures prestées donnent droit à récupération.

Section 3. — De l'allocation pour service de nuit

Art. 5. Il est octroyé aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} une allocation horaire dont le montant est fixé à l'article 7, pour les prestations effectuées pendant la nuit, selon les modalités définies à l'article 6.

Art. 6. Par heures de nuit, on entend les heures comprises entre 22 heures et 4 heures.

Sont également assimilées à des heures de nuit, pour autant qu'elles soient incluses dans la durée normale des activités professionnelles continues :

- a) les heures de travail à partir de 18 heures pour autant que le travail se termine au plus tôt à 22 heures;
- b) les heures de travail à partir de 4 heures jusqu'à 8 heures au plus tard, pour autant que le travail commence à 4 heures au plus tard.

Art. 7. Le montant de l'allocation horaire est de 2,05 euros et est rattaché à l'indice-pivot 138,01. Il est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux modalités prévues par la loi du 1^{er} mars 1997 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public par application des coefficients d'adaptation en vigueur pour la liquidation des traitements.

Section 4. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 8. Le présent arrêté n'est pas applicable aux membres du personnel titulaires d'un grade classé au niveau 1 ou rémunérés dans une échelle correspondant à un grade de niveau 1.

Art. 9. L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel est abrogé.

Art. 10. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1991 octroyant une allocation horaire pour service de nuit aux membres du personnel du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française est abrogé.

Art. 11. L'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 septembre 1998 octroyant une allocation aux membres du personnel du Service général de l'Informatique et des Statistiques du Ministère de la Communauté française qui effectuent des prestations nocturnes est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2004.

Art. 13. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 février 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
Ch. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 724

[C — 2004/29068]

18 FEBRUARI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van een toelage voor de prestaties uitgevoerd buiten de normale werkuren aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de Instellingen van openbaar nut die onder Sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van een Commissariaat-generaal bij de Internationale Betrekkingen;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 30;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 oktober 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 18 november 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 november 2003;

Gelet op het protocol nr. 304 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 19 december 2003;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 84, § 1, eerste lid, 2°;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bijwerking en de harmonisatie van de toekenning aan de personeelsleden van een toelage voor de prestaties uitgevoerd buiten de normale werkuren dienen te worden verwezenlijkt;

Overwegende dat de onmiddellijke uitvoering van deze reglementaire regeling waarvan het principe uitgaat van een voorstel van een paritaire werkgroep ingesteld om de problematiek van diverse premies en toelagen te bestuderen met het oog op hun harmonisatie en op de objectivering van hun toekenningsvoorwaarden, immers aan een dringende noodzaak van rechtvaardigheid beantwoordt, of het nu gaat om een gelijke behandeling van de personeelsleden die onderworpen zijn aan identieke voorwaarden of om een bijzondere behandeling van de personeelsleden die onderworpen zijn aan specifieke voorwaarden;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 18 februari 2004,

Besluit :

Afdeling 1. — Toelage voor overuur

Artikel 1. Er wordt, voor elk overuur, een toelage, vastgesteld op 1/1976e van de jaarlijkse globale brutowedde, toegekend aan de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de Instellingen van openbaar nut die onder Sector XVII ressorteren, die uitzonderlijk verplicht zijn prestaties uit te voeren die, alhoewel ze inherent zijn aan hun functie, niet als normale prestaties kunnen worden beschouwd.

Art. 2. De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken neemt een beslissing over de mogelijkheid om bezoldigde bijkomende prestaties uit te voeren, op advies van de Inspecteur van Financiën voor de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken en de functioneel bevoegde Minister nemen een beslissing over de mogelijkheid om bezoldigde bijkomende prestaties uit te voeren, op advies van de Inspecteur van Financiën of, naargelang het geval, van de Commissaris van de Regering voor de personeelsleden van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector of van de Instellingen van openbaar nut die onder Sector XVII ressorteren.

Afdeling 2. — Toelage voor zondagse prestaties

Art. 4. § 1. Er wordt aan de personeelsleden bedoeld in artikel 1 van dit besluit, die verplicht zijn prestaties op zon- en feestdagen tussen 0 en 24 uur uit te voeren, voor elk werkuur, een toelage, vastgesteld op 1/1976e van de jaarlijkse globale brutowedde, toegekend zoals bepaald in hetzelfde artikel 1, wanneer deze prestaties in het kader van de normale werkuren worden uitgevoerd.

§ 2. Wanneer deze prestaties buiten het kader van de normale werkuren worden uitgevoerd, wordt de toelage bedoeld in § 1 toegekend en de gepresteerde uren kunnen worden gecupereerd.

Afdeling 3. — Toelage voor nachtdienst

Art. 5. Er wordt een uurtoelage voor nachtprestaties toegekend aan de personeelsleden bedoeld in artikel 1, waarvan het bedrag in artikel 7 wordt vastgesteld, volgens de in artikel 6 nader bepaalde regels.

Art. 6. Onder nachturen worden verstaan de uren tussen 22 uur en 4 uur.

Worden ook gelijkgesteld met nachturen, voorzover ze in de normale duur van voortgezette beroepsactiviteiten worden inbegrepen :

werkuren vanaf 18 uur voor zover het werk ten vroegste op 22 uur eindigt;

werkuren vanaf 4 uur tot uiterlijk 8 uur voorzover het werk uiterlijk om 4 uur begint.

Art. 7. De uurtoelage bedraagt 2,05 euro en is gekoppeld aan het spilindex 138,01. Het bedrag is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 1 maart 1997 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, met toepassing van de aanpassingscoëfficiënten die gelden voor de uitbetaling van bezoldigingen.

Afdeling 4. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 8. Dit besluit is niet van toepassing op de personeelsleden die titularis zijn van een graad van niveau 1 of die bezoldigd zijn in een schaal die gelijk is aan een graad van niveau 1.

Art. 9. Het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone prestaties wordt opgeheven.

Art. 10. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1991 houdende toekenning van een uurtoelage voor nachtprestaties aan de personeelsleden van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 11. Het tweede lid van artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 september 1998 waarbij een toelage wordt toegekend aan de personeelsleden van de Algemene Dienst Informatica en Statistiek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die nachtprestaties verrichten wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2004.

Art. 13. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 februari 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
Ch. DUPONT